**Le Journal du dimanche 29 juillet 2018**

*Serge Michailof 27 juillet 2018*

-**Quel bilan peut-on tirer du mandat d’IBK, sur les plans sécuritaire, économique et politique ?**

**Echecs/Succès ?**

Le bilan est quand même absolument consternant. 4 Premiers ministres en 5 ans… Au plan politique les accords d’Alger n’ont pas été mis en œuvre et IBK n’a pas su rassembler les diverses forces politiques sur un programme clair et consensuel. Au plan sécuritaire la situation s’est terriblement dégradée en 5 ans. Certes au nord la force Barkhane empêche la reconstitution de Katibas sur le modèle de celles qui faillirent conquérir le pays au début de 2013. Mais la sécurité s’est maintenant effondrée dans le centre du Mali où l’Etat est en train de disparaitre et les milices se multiplient. Ce sont maintenant les Peuhls qui se révoltent et les tensions classiques entre éleveurs et agriculteurs se transforment en affrontements à base ethnique. La dégradation sécuritaire qui touche maintenant les régions de Ségou et Mopti est extrêmement préoccupante car ce sont des régions très peuplées où des forces étrangères et en particulier l’armée française, ne peuvent intervenir durablement sans être rapidement perçues comme des forces d’occupation et provoquer des réactions classiques de rejet.

-**Pourquoi une telle évolution ?**

L’inefficacité de la gendarmerie malienne est désolante et l’armée se livre à des exactions et des exécutions sommaires qui antagonisent les populations. En fait l’échec le plus grave de IBK a été au cours de ces 5 ans, un refus de sortir du népotisme pour construire des institutions régaliennes modernes efficaces qui doivent constituer la colonne vertébrale d’un Etat, à savoir une armée dont le recrutement doit être fondé sur le mérite et les promotions sur les résultats mais qui doit également être respectueuse des droits humains, une gendarmerie réellement au service des population, dont la vocation n’est plus le racket, et enfin une administration territoriale solide. Dans ce contexte une bonne part des appuis occidentaux à ces institutions reste largement inefficace.

**-Est-ce vraiment grave ?**

 C’est très grave car à supposer que Barkhane, la force des Nations Unies ou la force du G5 parviennent à sécuriser un cercle (correspondant à une sous-préfecture), ces forces ne peuvent assurer un rôle de police de proximité et faute de gendarmerie malienne solide, dès qu’elles se retirent pour intervenir ailleurs, les groupes rebelles se réinstallent et construisent leur pouvoir parallèle. Je suis navré de le dire mais nous sommes en plein processus « d’Afghanisation ».

**-Est-il le « roi fainéant » que dénoncent ces opposants ?**

Je ne me lancerais certainement pas dans ce type de critique, mais je pense sincèrement que tout comme le président Karzaï en Afghanistan, le président IBK n’a pas compris qu’un Etat en grande difficulté et confronté à une menace sécuritaire majeure doit, pour espérer survivre et maitriser cette insécurité, construire un Etat moderne fondé sur des institutions publiques dégagées de tout clientélisme et fondées sur le principe du mérite. Regardez le cas du Rwanda. Kagamé a construit un vrai pays en peu de temps grâce à des institutions efficaces fondées sur le mérite. Et dans le cas des pays du G5, l’armée mauritanienne a chassé de son territoire les groupes Djihadistes au point que les touristes reviennent ! C’est donc possible.

**- Est-il le (principal) responsable de la non-application des Accords d’Alger ?**

En tant que Président sa responsabilité ne peut être écartée. Mais il est vrai qu’une bonne partie de la classe politique malienne désapprouve ces accords (qui ont aussi leurs insuffisances).

**- Pourquoi, alors qu’il apparaît très affaibli, est-il tout de même le favori de cette élection ?**

Simplement parce qu’il dispose des moyens de l’Etat pour faire campagne, qu’il a la possibilité s’il le veut, comme tout chef d’Etat dans un pays fragile, de truquer les élections, parce qu’il y aura dispersion des voix, parce que le vote ethnique est au Mali encore important, mais surtout parce qu’il est très difficile d’assurer l’honnêteté d’un scrutin dans un pays où les observateurs ne peuvent se déplacer sans grand risques. Ceci dit la messe n’est pas dite. Les électeurs maliens se rendent bien compte que leur pays est sur une mauvaise pente. Selon les récents sondages IPSOS il serait en très mauvaise position pour espérer passer au premier tour et il aurait peu de chances lors d’un deuxième tour face à son principal rival Soumaila Cissé, un économiste talentueux qui fut ministre des finances et président de l’UMOA. Mais bien sur on parle beaucoup ces derniers jours d’une double liste électorale et de trucages importants. Si c’est le cas le Mali sera confronté en plus à une crise politique majeure.

- **Pourquoi l’Etat français (Elysée, Quai d’Orsay), pourtant si critique à l’endroit d’IBK, semble tout de même le soutenir pour cette élection ?**

Je ne pense pas que l’Elysée soutienne qui que ce soit cette fois ci et je ne suis pas certain que tous les départements ministériels français concernés fassent les mêmes pronostics…

**- Cette élection du 29 juillet est-elle susceptible de changer la situation au Mali et d’influer sur le devenir politique et sécuritaire du pays ?**

Il est à craindre que la réélection du président actuel ne conduise le Mali directement dans le type de spirale infernale où sont embarqués des pays comme la Somalie ou l’Afghanistan. Les conséquences au plan régional peuvent également être catastrophiques. La Mali est le maillon faible des pays du G5. S’il casse, l’impact peut être dramatique pour le Niger et le Burkina et à terme poser de sérieux problèmes à la Côte d’Ivoire.